

C'est ainsi que s'est imposée la nécessité de réévaluer les incidences d'un tel degré de dépendance économique sur un même pays, ainsi que de l'interaction socio-culturelle qui vient parallèlement accentuer le déséquilibre entre nos deux sociétés.

Nous ne pouvions qu'avoir ces faits présents à l'esprit lorsque le Gouvernement canadien a procédé en 1970 à la révision de sa politique étrangère; qui plus est, les mesures économiques adoptées par l'administration américaine en août 1971 ont mis encore plus en évidence les effets d'une relation économique trop exclusive avec les États-Unis. Deux conclusions se sont graduellement dessinées.

En premier lieu, l'extrême vulnérabilité du Canada face aux États-Unis -- qui, de l'avis de certains Canadiens, laissait même planer des doutes sur la raison d'être du Canada en tant qu'entité politique distincte.

En second lieu, il nous est apparu que si la souris canadienne retrouvait si souvent son lit envahi par l'éléphant américain -- pour reprendre la métaphore du premier ministre Trudeau -- c'était en grande partie parce qu'elle n'avait pas su y attirer d'autres partenaires. Ou encore, si vous me permettez un mot d'esprit personnel, le Canada avait, dans un accès de puritanisme, choisi de pratiquer une stricte monogamie dans un monde polygame! Nous nous rendons maintenant compte de l'importance de la Communauté européenne et nous nous tournons vers le marché florissant que constitue le Japon. Nous avons avantage à renforcer nos relations avec les pays en voie de développement, l'Europe de l'Est, la Chine et les pays du bassin du Pacifique.

C'est pourquoi ces dernières années nous avons décidé de mettre en oeuvre des politiques économiques nationales devant nous permettre d'exercer un plus grand contrôle sur notre propre destin économique; nous avons également mis au point une stratégie diplomatique destinée à diversifier nos relations internationales. Par exemple, le premier ministre du Canada rentrait dimanche dernier d'une tournée européenne qui lui a permis d'étudier les secteurs d'intérêt commun, à la fois sur les plans bilatéral et multilatéral, avec les dirigeants de cinq des États membres de la Communauté européenne.

J'insiste cependant sur le fait que notre politique étrangère vise à compléter et non à remplacer les relations que le Canada entretient depuis toujours avec les États-Unis. Parallèlement, nos politiques économiques ont pour but véritable de renforcer l'économie canadienne et de nous permettre d'atteindre le degré de maturité grâce auquel nous pourrions occuper notre vraie place